



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 26 novembre 2025

Référence : DREAL/2025D/9644
Code AIOT : 0005207423

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 mars 2025

Contexte et constats

ÉLIS ADOUR

Zone Indusgarle
Rue des frères Charles et Alcide d'Orbigny
64000 Pau

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 25 mars 2025, de l'établissement exploité par la société ÉLIS ADOUR et implanté rue des frères Charles et Alcide d'Orbigny sur la commune de Pau (64000). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre annuel d'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

ÉLIS ADOUR
rue des frères Charles et Alcide d'Orbigny – 64000 Pau
Code AIOT dans GUN : 0005207423
Régime : Enregistrement
Non Seveso / Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative – tableau de classement des activités,
- rejets aqueux – convention de rejet vers la STEP,
- rejets aqueux - autosurveillance.

Présentation de la société

La société ÉLIS ADOUR, site de Pau, est spécialisée dans les prestations de service liées aux activités de blanchisserie industrielle (location, lavage de linge). La société propose également un service de location et entretien pour des équipements sanitaires (lavage des mains, essuyage, distributeurs de papiers...) et la prise en charge (regroupement/transit) des DASRI (Déchets issus des Activités de Soins à Risques Infectieux).

Le site de Pau accueille exclusivement du linge « plat » (linge de lit, cuisine, table, bain). Les vêtements de travail sont uniquement regroupés sur le site de Pau, avant d'être traités (lavés) sur le site de Toulouse.

Les clients du site proviennent des secteurs de l'hôtellerie, de l'artisanat, de la restauration, des petits commerces et des cliniques/hôpitaux.

Situation administrative

À la suite de l'inspection du 31 juillet 2018, le tableau de classement des activités s'établit comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2340-1	Blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 La capacité de lavage de linge étant : 1) supérieure à 5 t/j	30 t/j	Enregistrement
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Autres cas (< 1 tonne)	< 1 tonne Regroupement de DASRI	Déclaration soumise à Contrôle périodique
2910-A.2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1 chaudière vapeur 4 300 kW 13 aérothermes de 31,9 kW chacun 1 séchoir gaz de 500 kW 1 séchoir gaz de 50 kW Total = 5,3 MW	Déclaration soumise à Contrôle périodique
4441-2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	5 tonnes (4,48 t d'oxybrite perfekt, 0,23 t de turbo oxysan)	Déclaration
1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.	6 tonnes (emploi de lessive de soude à 30 % : 4 000 l ou 5,32 t)	Non classé
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	4,5 tonnes (1 t de dermasil plus, 2,39 t d'hypochlorite de soude, 0,95 t de sekural fongi)	Non classé
4734-2.c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	0,5 tonnes (550 litres de gazole pour l'installation de sprinklage)	Non classé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une demande de compléments.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative Tableau de classement des activités (rubrique 2340)	Code de l'environnement, annexe à l'article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Validation du tableau de classement mis à jour</i>	15 jours à compter de la réception du rapport
2	Rejets aqueux Convention de rejet vers la STEP	Arrêté préfectoral du 19 juin 2006, article 15.1	Demande de justificatif à l'exploitant <i>Transmission d'une copie de la convention de rejet vers la STEP</i>	15 jours à compter de la réception du rapport

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rejets aqueux Autosurveillance	Arrêté préfectoral du 19 juin 2006, articles 19.1 et 16.4	Sans suite	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de l'inspection réalisée, le 25 mars 2025, l'exploitant procède à la validation du tableau de classement de ses activités mis à jour en séance.

Il transmet une copie de la nouvelle convention de rejet de ses effluents vers la STEP.

Les analyses des rejets aqueux de type industriels sont réalisés à la fréquence réglementaire. Ils ne font pas apparaître de dépassement des valeurs limites de rejet, excepté un dépassement de la valeur du pH pendant 8 jours. Ce dépassement a été justifié par l'exploitant, qui a procédé au remplacement du matériel de mesure défectueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Tableau de classement des activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement, annexe à l'article R. 511-9 (<i>Rubrique 2340</i>)							
Prescription contrôlée : La colonne « A » de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <u>Rubrique 2340-1 de la nomenclature des installations classées.</u>							
<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <th style="background-color: #d3d3d3;">Libellé de la rubrique</th> </tr> <tr> <td> Blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 La capacité de lavage de linge étant : 1) supérieure à 5 t/j </td> </tr> <tr> <th style="background-color: #d3d3d3;">Régime</th> </tr> <tr> <td>Enregistrement</td> </tr> </table>				Libellé de la rubrique	Blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 La capacité de lavage de linge étant : 1) supérieure à 5 t/j	Régime	Enregistrement
Libellé de la rubrique							
Blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 La capacité de lavage de linge étant : 1) supérieure à 5 t/j							
Régime							
Enregistrement							
Constats : La capacité de l'activité principale (rubrique n° 2340-1) est inchangée, elle relève du régime de l'enregistrement. La puissance thermique nominale totale de l'installation (rubrique n° 2910-A.2) passe de 5,3 MW à 5,92 MW, le régime de classement est inchangé (déclaration avec contrôle périodique). À la suite de ces constats, le tableau de classement peut s'établir ainsi :							
Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime				
2340-1	Blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345. La capacité de lavage de linge étant : 1) supérieure à 5 t/j	30 t/j	Enregistrement				
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Autres cas	< 1 tonne Regroupement de DASRI	Déclaration soumis à Contrôle périodique				
2910-A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion ¹ est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Préciser les équipements, en plus de la liste suivante : 1 chaudière vapeur 4 300 kW, 13 aérothermes de 31,9 kW chacun, 1 séchoir gaz de 500 kW, 1 séchoir gaz de 50 kW. Total = 5,92 MW	Déclaration soumis à Contrôle périodique				

¹ Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.

4441-2	Liquides combustibles catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	4,71 tonnes (4,48 t d'oxybrite perfekt, 0,23 t de turbo oxysan)	Déclaration
1630	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.	5,32 tonnes (emploi de lessive de soude à 30 % : 4 000 l)	Non classé
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	4,34 tonnes (1 t de dermasil plus, 2,39 t d'hypochlorite de soude, 0,95 t de sekural fongi)	Non classé
4734-2.c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	0,55 tonnes (550 litres de gazole pour l'installation de sprinklage)	Non classé

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Validation par l'exploitant du tableau de classement des activités, présent ci-dessus et mis à jour en séance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Transmission du tableau de classement validé

Proposition de délais : Sous 15 jours à compter de la réception du rapport d'inspection

N° 2 : Rejets aqueux – Convention de rejet vers la STEP

Référence réglementaire : Arrêté du 19 juin 2006, article 15.1

Prescription contrôlée :

Identification des effluents

Les effluents proviennent :

- des eaux pluviales,
- des eaux sanitaires,
- des effluents industriels (eaux de vidange du tunnel de lavage, de purge de la chaudière et des compresseurs),
- des eaux de lavage des véhicules.

Les effluents rejetés dans le réseau d'assainissement de Pau doivent faire l'objet d'une convention. À l'entrée en application du présent arrêté, une copie de cette convention devra être adressée à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en possession de la convention de rejet de ses effluents vers la STEP dépendant de la ville de Pau.

Il est à noter qu'un rendez-vous entre la société ÉLIS ADOUR et la ville de Pau a eu lieu le 28 mars 2025 pour mettre à jour la convention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une copie de la convention de rejet de ses effluents vers la STEP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de compléments

Proposition de délais : 15 jours à compter de la réception du rapport d'inspection

N° 3 : Rejets aqueux – Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté du 19 juin 2006, articles 19.1 et 16.4

Prescription contrôlée :

Article 19.1 - Auto-surveillance :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets d'eaux usées industrielles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Il effectue :

- un contrôle continu sur les débits et le PH,
- un contrôle mensuel sur les polluants cités à l'article 16.4.

Article 16.4 - Effluents industriels (rejet n°4) :

Les effluents industriels doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- la température est inférieure à 35°C,
- le pH sera compris entre 5,5 et 8,5,
- le débit maximal est de 390 m³/j,
- le débit moyen est de 340 m³/j,
- le débit horaire de pointe est de 27 m³/h.

Substances	Concentrations (en mg/l)	Flux maximal sur 24 heures (kg/j)	Flux spécifique moyen
MES ¹	600	252	-
DBO5	800	336	-
DCO	2000	840	-
Phénols	0,3	-	-
Azote total Kjeldhal	150	63	-
Phosphore total	60	25	1,1 g de phosphate par kg de linge lavé (flux spécifique moyen hebdomadaire)
Hydrocarbures totaux	10	-	-

(1) sur effluents non décantés

Constats :

Les installations d'Élis Adour rejettent 4 types d'effluents :

- les eaux pluviales (rejet n°1),
- les eaux sanitaires (rejet n°2),
- les eaux de lavage des véhicules (rejet n°3),
- les effluents industriels (rejet n°4).

L'exploitant procède aux analyses réglementaires portant sur les rejets n°1, n°3 et n°4.

Les résultats des analyses sont renseignés par l'exploitant sur la plate-forme GIDAF.

L'inspection a porté sur les rejets industriels (n°4) au cours des années 2023, 2024 et 2025 (janvier et février) :

- le contrôle continu sur les débits et le pH est réalisé,
- le contrôle mensuel sur les polluants cités à l'article 16.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisé.

Sur la période étudiée, il est constaté le dépassement suivant :

- en février 2024 le pH est inférieur à la valeur limite inférieure de 5,5 : l'exploitant précise que le régulateur Phmétrique est tombé en panne, par conséquent il a mis en place une régulation manuelle,
- en mars 2024 le pH est inférieur à la valeur limite inférieure de 5,5 : à la suite d'une nouvelle panne du régulateur Phmétrique, l'exploitant a procédé à son remplacement.

Sur tous les autres paramètres, les valeurs limites de rejet sont respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : /
Proposition de délais : /